

Je désire signaler à la Chambre et au gouvernement que tout le Canada est traversé par une véritable vague d'inquiétudes et que la population demande au gouvernement de faire valoir nos alarmes en matière de droits de la personne et traduire la profonde émotion qu'éprouvent les Canadiens devant vingt-cinq et quelques personnes assassinées chaque nuit dans les rues.

Permettez-moi de lire à la Chambre une lettre du Conseil canadien des églises, datée du 5 mars et adressée au premier ministre (M. Trudeau) et dont copie a été envoyée au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan). En voici un extrait:

Nous, représentants des membres du Conseil canadien des églises, désirons vous faire part des graves inquiétudes que nous éprouvons au sujet des droits de la personne. Nous avons décidé de vos écrire avant la visite imminente du président Reagan dont les déclarations de politique étrangère indiquent clairement un changement d'orientation de la politique et des activités de l'administration américaine en matière de droits de la personne...

Comme vous le savez, les églises du Canada ont souvent une connaissance intime et directe de la population de nombreux pays, grâce aux relations qu'elles entretiennent avec les églises de ces parties du monde. Nous désirons continuer à partager ces connaissances avec notre gouvernement afin que le Canada puisse jouer un rôle notable dans l'avènement d'un monde plus humain. Le fait que nous ne soyons pas une super-puissance nous met précisément en excellente position pour travailler en partenaires égaux avec d'autres pays, à la protection des droits des personnes exploitées, opprimées et parfois assassinées... Nous avons noté avec plaisir les propos que M. MacGuigan tenait le 28 janvier 1981, devant des représentants d'église; il a notamment déclaré que le gouvernement attache une importance primordiale à la défense des droits de l'homme; et que le Canada continuera à se porter à la défense de ces droits pour des raisons morales, même seul... Nous nous attendons à ce que le gouvernement maintienne fermement la position qu'il a prise au moment où le Canada a voté en décembre 1980 en faveur de la résolution 53/192 des Nations Unies, qui demandait aux gouvernements de s'abstenir d'envoyer des armes ou toute autre forme d'aide militaire au Salvador. Nous savons de source sûre que l'actuel régime de ce pays est responsable de la mort de milliers de personnes...

Nous espérons sincèrement, Monsieur, que le gouvernement continuera à jouer un rôle de premier plan dans la lutte pour l'avènement d'un monde où les droits fondamentaux de la personne prendront le pas sur la sécurité nationale et sur l'équilibre des forces.

● (2010)

Cette lettre a été signée non seulement par les responsables du Conseil canadien des Églises mais aussi par les dignitaires de l'Église anglicane, de la Convention baptiste, des Disciples de l'Église chrétienne, de l'Église orthodoxe copte, de l'Église luthérienne, de l'Église réformée d'Amérique, de la Religious Society of Friends, de l'Église unie du Canada et de l'Église presbytérienne du Canada.

Je voudrais rappeler qu'il y a, dans notre pays, une communauté qui est très sensible aux problèmes, qui est en contact avec les habitants du Salvador, qui partage leurs difficultés et se charge de trouver le soutien moral que le Canada a toujours eu coutume de donner, qu'il devrait donner à l'heure actuelle et qu'il devrait susciter chez nos proches amis, en particulier chez nos très bons amis, les Américains.

Au mois d'octobre, l'Église unie du Canada a consacré un numéro entier de sa publication *l'Observer* à cette question, sous le titre «The Heroic Church in Central America». Ce

El Salvador

dossier commençait par une lettre de la Conférence épiscopale salvadorienne datée du 5 mars 1977, dont voici un extrait:

Même si elle doit s'exposer aux risques d'être persécutée ou incomprise, l'Église doit faire entendre sa voix quand l'injustice s'est emparée de la société. Elle ne peut pas se taire quand les droits de la personne sont bafoués, que ce soit d'une façon institutionnalisée ou dans des cas concrets...

Voici ce qu'a écrit en introduction l'auteur de cet article, M. Hugh McCullum:

Ce qu'on ne comprend pas en Amérique du Nord, c'est que les gens ici sont prêts à mourir pour défendre des libertés fondamentales qui ne sont pas remises en question dans nos pays, comme la liberté de vivre.

Le rapport mentionne ensuite les informations que le ministre a mises en doute et qui justifient l'inquiétude des Canadiens. Le rédacteur en chef McCullum déclare ce qui suit:

Des missions d'information composées de membres du Parlement britannique, de représentants de l'Organisation des États américains (O.E.A.), d'Amnistie internationale, une délégation œcuménique américaine, une délégation de représentants des églises canadiennes ainsi que de la Commissions des droits de la personne du Salvador...

Le rapport dresse la liste des groupes qui ont tiré des conclusions identiques sur la situation existant dans ce pays.

De peur que certains Canadiens ne pensent qu'en raison de la distance qui nous sépare de l'Amérique centrale, nous ne sommes pas informés sur la situation là-bas, je tiens à citer à la Chambre un communiqué daté du 1^{er} janvier 1980 et émanant d'un ensemble de groupes chrétiens du Salvador. Ce communiqué adressé sous forme de lettre ouverte à la communauté chrétienne et à la population canadienne dans son ensemble, fait part du rôle que ces groupes jouent dans ce conflit. On parle beaucoup des radicaux de gauche et des radicaux de droite, mais on ne doit pas oublier que la majorité des habitants appartiennent au centre et que très souvent, ils sont représentés par les groupes catholiques qui s'inquiètent des problèmes essentiels de la vie, qu'il s'agisse de la santé, de l'agriculture ou des soins médicaux. Le groupe en question dit dans sa lettre:

Depuis des années, nous voyons souffrir une population pauvre et opprimée; nous connaissons sa détresse mais aussi ses espoirs et son désir profond d'une véritable libération.

Le groupe affirme qu'au Salvador l'Église est du côté des pauvres et précise trois choses. La première c'est que:

Depuis 50 ans, la population du Salvador est opprimée par des structures économiques, sociales et politiques qui n'ont en aucune façon promu le bien commun de la majorité, constituée de pauvres...

La seconde, c'est que:

Les droits de l'homme ont été systématiquement violés sous les régimes militaires de sécurité nationale.

La lettre poursuit:

L'Église a également été persécutée...

Et un peu plus loin:

Ce gouvernement n'a donc aucune légitimité. Il ne cherche ni à assurer le bien commun...

En second lieu voici, ce que la lettre nous dit à nous, Canadiens:

Le peuple salvadorien n'a pas choisi le conflit armé; on lui a plutôt imposé un conflit armé. Depuis des années il cherche des solutions pacifiques par la voie électorale et a voulu atteindre à ses aspirations par des moyens sociaux et politiques. Tous ces moyens se sont révélés futiles.